

Jeanlin Mitonga

Préface du Pr Pierre Alaka Alaka

Postface de Suzanne Solange Ebelle Etindele LOBE

La procédure de télédéclaration en matière fiscale au Cameroun

Cet ouvrage a été réalisé par les éditions Pygmies - Cameroun

Tél. : +237 677 47 85 55 - +237 677 13 42 11

contact@pygmieseditions.com

www.pygmieseditions.com

Tous droits réservés pour tous pays.

ISBN : 979-10-359-9824-0

© Éditions Pygmies, mars 2023

Dédicace

À mes parents, Monsieur Mitonga Paul
et Madame Mitonga Mbih Philomène.

Principales abréviations

ANR	: Attestation de non-redevance
APS	: Attestation pour soumission
ANUPSE	: Attestation de non-utilisation du personnel salarié employé
Art	: Article
BP	: Boite Postale
CA	: Chiffre d'affaires
CGI	: Code général des impôts
CDI	: Centre divisionnaire des impôts
CIME	: Centre des impôts des moyennes entreprises
CISPLI	: Centre des impôts spécialisé des professions libérales et de l'immobilier
CNPS	: Caisse nationale de prévoyance sociale
DGI	: Direction générale des impôts
DPR	: Déclaration préremplie
DSF	: Déclaration statistique et fiscale
Fisc	: Administration fiscale
IS	: Impôt sur les sociétés
IR	: Impôt sur le revenu
LPF	: Livre des procédures fiscales
MINFI	: Ministère des Finances
MW	: Méga watts
NIU	: Numéro d'identifiant unique
PL	: Précompte sur loyer
SMS	: Short Message System
SGBD	: Système de gestion des bases de données
TE	: Taxe à l'essieu
TF	: Taxe foncière
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UDP	: User Datagram Protocol
USSD	: Unstructured Supplementary Service Data

Préface

Les mutations économiques, les évolutions technologiques et modernes imposent un rythme hautement compétitif auquel devraient impérativement s'arrimer tous les acteurs économiques. Les différentes administrations publiques jouant un double rôle qui repose principalement sur la réglementation, la régulation et le contrôle d'une part, et sur les modalités de mise en œuvre des politiques d'incitation et d'attractivité des différents investisseurs d'autre part, se situent en première ligne des réformes économiques. C'est fort de ce postulat qui s'apparente à une obligation technico-administrative aux objectifs, à priori certains que l'administration fiscale du Cameroun, à travers sa Direction générale des Impôts, s'est résolue depuis quelques années à implémenter la dématérialisation des procédures fiscales face aux enjeux multiples et considérables, répondant ainsi aux préoccupations des acteurs de la fiscalité au Cameroun ainsi qu'aux exigences des partenaires régionaux et internationaux.

La télédéclaration au cœur de ces réformes fiscales, depuis près de 10 ans, nécessite une attention très particulière quant à son importance et son développement remarquable. Posée pour la première fois par l'article L2 de la Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2004, son implémentation s'est faite progressivement. Perçue il y a longtemps comme étant simplement un principe, sa concrétisation s'est faite au rythme des changements des mentalités des acteurs de première ligne. En effet, ce n'est qu'effectivement en 2016 qu'a surgi une volonté manifeste de la Direction générale des Impôts de faire un saut sans atterrissage afin de passer à l'action.

L'ouvrage que nous vous présentons, intitulé *La procédure de télédéclaration en matière fiscale au Cameroun*, n'est que le

prolongement d'un mémoire en vue de l'obtention du master 2 en Administration fiscale. Il est en réalité un vrai sésame en matière fiscale au Cameroun dont l'objectif est de simplifier la compréhension d'une procédure qui semble demeurer hellénique. Ce travail très intéressant met en lumière, de manière simple et pratique, une procédure ayant bousculé les habitudes des acteurs. En outre, cet ouvrage aura tout aussi le mérite de mettre en lumière dans un style particulier à l'auteur, les limites de cette réforme révolutionnaire en suggérant à l'administration fiscale des éléments pour la rendre encore plus performante.

Ce livre est le fruit des recherches de son auteur, Jeanlin Mbih Mitonga, objet de son mémoire en Administration fiscale comme énoncé plus haut, présenté et soutenu publiquement en 2019 sous ma direction avec pour thème « La procédure de télé déclaration en matière fiscale au Cameroun ». Fort évocateur, il tient en haleine tout passionné de la fiscalité et ses procédures.

Étudiant en fiscalité il y a quelques années, le jeune Conseil Fiscal Stagiaire au sein du Cabinet FISCO-AC est un passionné des procédures fiscales. Ayant fait le constat malheureux de la lenteur administrative, des difficultés rencontrées dans les opérations déclaratives des contribuables, des manquements dans l'archivage, de la paperasse, etc., l'auteur a fait des recherches sur la possibilité pour les contribuables à payer leurs impôts sans se sentir sous pression ; remplissant leur obligation fiscale de plein gré en étant rassurés ; tout en augmentant les recettes fiscales pour l'administration et créant plusieurs autres avantages tant pour l'une des parties que pour l'autre dans un contexte où l'administration annonçait à grande pompe l'implémentation de la procédure de télédéclaration.

Cependant, étant un pays en développement dans lequel l'internet demeure un luxe et très coûteux malgré les efforts du gouvernement camerounais, dans lequel la moralité fiscale est de loin la chose la mieux partagée, les limites de la procédure de télédéclaration que met à nu cet ouvrage, relais l'éternel problème de la sécurisation des informations des contribuables et leurs garanties.

Cet ouvrage, que nous conseillons vivement, a été conçu dans un esprit d'innovation, de modernisation de notre système fiscal. Il a pour but :

- De guider, d'apporter une formation de base aux contribuables et à tout usager en ce qui concerne les déclarations des impôts et taxes et l'obtention de certains documents fiscaux ;
- Faire des propositions à l'administration pour tirer pleinement profit de l'initiative de la télédéclaration en matière fiscale dans un esprit avant-gardiste.

Cet ouvrage, quasi technique et pratique, se veut être un livre de chevet pour tout praticien ou passionné de la fiscalité. Il se présente aussi comme un outil de travail pour les contribuables et, en même temps, il interpelle l'administration fiscale sur le fait que la procédure de télédéclaration tant vantée peut devenir injuste et inéquitable. C'est enfin un ouvrage d'encouragement aux jeunes à s'intéresser davantage à la fiscalité du fait qu'il y a matière à réflexion.

Loin de se prévaloir de la suffisance, cet ouvrage n'est qu'une voie ouverte à la réflexion critique et enrichissante. Dans un secteur fortement marqué par le numérique, nous devons songer à adapter nos comportements fiscaux à la nouvelle donne. Nous souhaitons par ailleurs que cette voie soit également ouverte à ce jeune homme, M. Mitonga Mbih Jeanlin, vers une carrière hautement enrichissante, afin qu'il puisse nous livrer dans un avenir très proche d'autres écrits avec des qualités scientifiques de clarté et de pertinence, tant en matière fiscale que dans d'autres domaines.

Pr Alaka Alaka Pierre
Conseil Fiscal Agrée CEMAC

Introduction générale

L'impôt a évolué en même temps que les changements économiques, politiques et sociaux. Cette source de revenus est un pilier fondamental qui finance les charges publiques, car étant « une prestation pécuniaire requise des particuliers par voie d'autorité, à titre définitif et sans contrepartie, en vue de la couverture des charges publiques. »¹

Sachant tout de même que ce sont les particuliers qui sont au centre du rendement fiscal, l'État se doit d'aménager et de mettre sur pied des mécanismes de paiement et de recouvrement dans l'intérêt des contribuables.

Dans un système déclaratif comme le nôtre, où le contribuable est appelé à se rapprocher des services de l'administration afin de déclarer ce qu'il a réalisé au cours du mois, il n'est que bénéfique pour l'administration fiscale de l'encourager dans l'exécution de ses obligations déclaratives et aussi de l'accompagner dans certaines procédures fiscales. D'où la nécessité pour l'État, et particulièrement pour le gouvernement, à travers le ministère des Finances, de faciliter le paiement de l'impôt, surtout par la dématérialisation des procédures.

Le paiement de l'impôt n'a pas toujours été chose aisée. Il a évolué au fil du temps et la dernière évolution en date est le paiement électronique² surtout marqué par l'implémentation de la téléprocédure.

¹ Jeze G., *Cours de finances publiques 1936-1937*, LGDJ, 1937, p. 38

² Art. L7 de la loi de finances pour l'exercice 2014 et circulaire n° 001/MINFI/DGI/LC/L du 15 janvier 2014 précisant les modalités